

Sous le Haut Patronage de
Monsieur François HOLLANDE
Président de la République

IDDRI

 SciencesPo.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

HÔTEL DE LASSAY, 128, RUE L'UNIVERSITÉ, 75007 PARIS
12 ET 13 JUILLET 2013

UNE SOCIÉTÉ INNOVANTE POUR LE XXI^e SIÈCLE *BIOGRAPHIES*



WWW.IDDRI.ORG



Sous le Haut Patronage de
Monsieur François HOLLANDE
Président de la République



Partenaire média

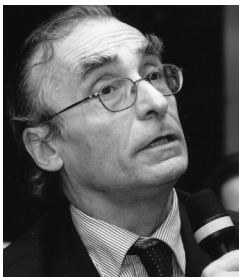
Les Echos

CONFÉRENCE INTERNATIONALE UNE SOCIÉTÉ INNOVANTE POUR LE XXI^e SIÈCLE



Claude Bartolone est président de l'Assemblée nationale depuis 2012. Titulaire d'une licence de mathématiques, il devient cadre dans l'industrie pharmaceutique. Parallèlement, il adhère au Parti socialiste au Pré-Saint-Gervais avant d'accéder à son premier mandat municipal en 1977. En 1981, il est élu député et devient l'un des plus jeunes membres de l'Assemblée nationale. Fort de son ancrage local, il est réélu député et devient maire du Pré-Saint-Gervais en 1995. Trois ans plus tard, il est nommé ministre délégué à la Ville au sein du gouvernement de Lionel Jospin. En 2008, Claude Bartolone

est élu président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Il fait de l'éducation, de la mixité sociale et du développement économique ses grandes priorités. Claude Bartolone a assumé les fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale (1992-1993) puis de président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (1997-1998). Entre juin et décembre 2011, Claude Bartolone a présidé la Commission d'enquête parlementaire sur les emprunts et produits à risque souscrits par les collectivités territoriales et les acteurs publics locaux, créée à l'unanimité de l'Assemblée nationale à son initiative. Son rapport a également été adopté à l'unanimité des membres de la commission d'enquête.



Robert Boyer travaille au sein de l'Institut des Amériques et y mène des recherches sur les transformations de longue période des capitalismes dans le cadre de la théorie de la régulation. Il avait auparavant travaillé à la Direction de la prévision du ministère des Finances avant de se consacrer à la recherche dans le cadre du Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP, CNRS) et à l'enseignement en tant que directeur d'étude à l'EHESS. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment en lien avec la problématique de la conférence « Une société innovante pour

le xxi^e siècle » : « Les capitalismes en Amérique latine. De l'économique au politique » (dossier de la *Revue de la régulation*, n°11, 2012) ; *Diversity and transformations of Asian Capitalisms* (Routledge, London, 2011) ; *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?* (Economica, Paris, 2011) ; *La théorie de la régulation. Les fondamentaux* (La Découverte Paris, 2004) ; *The future of Economic Growth* (Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK, 2004).



Diplômé de l'École Centrale de Lyon et de Sciences Po Paris, **Laurent Baumel** a travaillé pendant plusieurs années à la Direction des études de la Banque de France. Membre du Parti socialiste depuis 1987, il a publié plusieurs ouvrages consacrés à la rénovation idéologique du socialisme français et s'est attaché à en théoriser le tournant « réformiste ». Député socialiste d'Indre-et-Loire depuis juin 2012, Laurent Baumel est également, depuis 2008, maire de Ballan-Miré, commune périurbaine située dans la périphérie de Tours. Il est l'un des cofondateurs de la Gauche populaire, un réseau d'élus et de

militants qui estiment que la défense des couches populaires, soit la prise en compte de leurs intérêts et de leurs attentes, est à la fois la vocation identitaire et historique de la gauche et la condition stratégique de sa réussite.



Pascal Canfin est ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement, depuis mai 2012. Il est diplômé de l'Institut de sciences politiques de Bordeaux et de l'Université de Newcastle (Royaume-Uni). D'abord consultant en ressources humaines, il devient journaliste au mensuel *Alternatives économiques* en 2004 et se spécialise sur les questions économiques et sociales et la responsabilité sociale des entreprises. De 2005 à 2009, il préside aux travaux de la Commission économique et sociale du parti Les Verts. Élu député européen Europe-Écologie

Les Verts en 2009, circonscription Île-de-France, il est membre de la Commission affaires économiques et monétaires, et de la Commission marché intérieur et protection des consommateurs ; il est également vice-président de la Commission spéciale du Parlement sur la crise financière, sociale et économique.



Nicolas Colin est diplômé de Télécom Bretagne, de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration et Inspecteur des finances. Rapporteur de la mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique, il est ancien co-rapporteur de la mission Zelnik sur le développement de l'offre légale de contenus culturels en ligne. Il est en outre co-auteur, avec Henri Verdier, de *L'Âge de la multitude, Entreprendre et gouverner après la révolution numérique* (Armand Colin, 2012). Il est fondateur de trois sociétés : 1x1connect, société d'édition logicielle spécialisée dans le

social marketing, dont il a été président de 2010 à 2012 ; Stand Alone Media, société de production et d'édition vidéo à vocation encyclopédique ; et TheFamily, accélérateur d'entreprises fondé en février 2013. Il enseigne à Télécom Bretagne et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a rédigé des rapports pour l'Institut Montaigne et le Conseil des prélèvements obligatoires. Nicolas Colin est membre des *think tanks* Futur-bulences, Renaissance numérique et Club du 6 mai, et de la Commission services de Cap Digital, pôle d'industries des services et contenus numériques.



Michel Colombier est ingénieur agronome et titulaire d'une thèse d'économie sur l'électrification rurale en France. Après avoir travaillé au Ceeeta (Université de Lisbonne, Portugal), il rejoint l'Ademe, où il est chargé de nouer des relations avec l'Europe centrale. Il dirige ensuite un bureau d'études, ICE. Spécialiste français de l'énergie et du climat, il a été membre du conseil scientifique du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Il est l'un des fondateurs de l'Iddri. Recruté par le Cirad, il est mis à disposition de l'Iddri en 2001.



Tout au long de sa carrière universitaire, **Luciano Coutinho** s'est intéressé à la politique industrielle et à l'économie réelle. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Cornell (États-Unis), d'un Master en économie de l'Institut de recherche économique de l'Université de São Paulo (USP, Brésil) et d'une Licence en économie de la même université. Professeur titulaire à l'Université de Campinas (Unicamp, Brésil), il a également été professeur invité à l'USP, à l'Université de Paris XIII (France), à l'Université du Texas (États-Unis) et à l'Institut Ortega y Gasset (Espagne). Expert en économie

industrielle et internationale, il a écrit et coordonné plusieurs ouvrages et articles, notamment *Study on the Competitiveness of Brazilian Industry*, un travail auquel ont participé près d'une centaine de spécialistes qui ont cartographié le secteur industriel brésilien. De 1985 à 1988, il a été secrétaire exécutif du ministère de la Science et de la Technologie, pour lequel il a participé à la conception de politiques portant sur des domaines très complexes, notamment les biotechnologies, les technologies de l'information, la chimie fine, la mécanique de précision et les nouveaux matériaux. Il a été associé chez LCA Consultores, en tant que conseiller spécialiste en matière de défense de la concurrence et du commerce extérieur, avant d'occuper la fonction de président de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) en 2007. Tout en présidant les activités de la BNDES, Luciano Coutinho a travaillé à la mise en œuvre de la politique de développement productif (PDP), dont l'objectif est de développer le secteur industriel brésilien, promouvoir l'innovation et la compétitivité et mettre en œuvre des travaux d'infrastructure en conformité avec le plan d'accélération de la croissance (PAC) du gouvernement fédéral.



Diplômée de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), **Michèle Debonneuil** est administrateur de l'Insee et Inspectrice générale des finances (depuis 2007). Elle a occupé successivement les postes de directrice de l'Observatoire économique de Champagne-Ardenne (1974-1980), chef de la division conjoncture générale à l'Insee (1981-1986), conseillère économique du directeur du Trésor (1987-1989), directrice du service des études économiques et financières à la banque Indosuez (1990-1996),

conseillère à l'OCDE (1997-1998), chef du service économique, financier et international au Commissariat général du Plan (1998-2004) et conseillère auprès du ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement pour la conception et la mise en place du plan de développement des services à la personne (2004-2007). Michèle Debonneuil a été membre du Conseil d'analyse économique (1997-1999 et 2004-2010) et a participé aux travaux de la Commission Attali. Elle est également présidente du comité scientifique de l'Agence nationale des services à la personne, membre du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC), du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et du Conseil d'orientation de France Investissement, personnalité associée du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et professeur à HEC Paris.



Damien Demailly a rejoint l'Iddri en 2012, pour y lancer le programme transversal « Nouvelle Prospérité ». Il est diplômé de l'École Polytechnique et docteur en économie. Après une thèse sur l'impact des politiques climatiques sur la compétitivité de l'industrie au CIRED-EHESS, il a travaillé pendant cinq ans dans le milieu de l'écologie associative puis politique, en France et en Europe. Les pays industrialisés sont aujourd'hui victimes de leur dépendance à une croissance forte pour assurer leur prospérité, alors même que le ralentissement actuel pourrait s'avérer durable. Dans ce contexte, Damien

Demailly travaille sur les conditions d'émergence d'une révolution industrielle verte qui dépasse les seules évolutions technologiques et intègre les changements organisationnels de nos sociétés : nouveaux modes de production et de consommation, nouvelles organisations spatiales, institutionnelles, sociales, etc.



Docteur en économie, **Stéphane Fournier** est maître de conférences à Montpellier SupAgro. Au sein de l'UMR Innovation (Cirad/Inra/Montpellier SupAgro), il conduit des recherches sur les processus de qualification et de certification des produits alimentaires, et leur rôle dans le développement territorial. Dans différents contextes (Afrique, Asie du Sud-Est, Europe...), il analyse les conditions d'émergence et de développement de circuits alternatifs (indications géographiques, commerce équitable, agriculture biologique...) et leur impact sur le renforcement de la durabilité des systèmes alimentaires.



Benoît Hamon est ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et des Finances, chargé de l'Économie sociale et solidaire et de la Consommation. Il est licencié d'histoire et s'engage en politique lors des manifestations étudiantes de 1986. Il préside le Mouvement des jeunes socialistes de 1993 à 1995. Conseiller pour la jeunesse auprès du Premier secrétaire du Parti socialiste (PS) Lionel Jospin de 1995 à 1997, il devient, au sein du cabinet de Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité, conseiller technique chargé de l'emploi des jeunes (1997-1998), puis conseiller sur les affaires

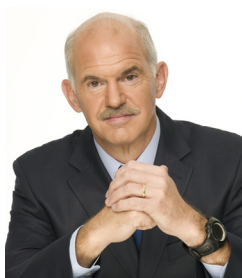
politiques (1998-2000). Il travaille alors à l'élaboration et à la mise en œuvre des emplois-jeunes. Benoît Hamon fonde en 2002 le courant Nouveau Parti socialiste (NPS), avec Arnaud Montebourg et Vincent Peillon. De 2002 à 2004 il est directeur du planning stratégique chez IPSOS. En 2008, il devient porte-parole du PS. Parallèlement à ses fonctions politiques, il fonde une société d'études, Le Fil, dont il est le directeur associé jusqu'en mai 2012. Élu au Parlement européen de 2004 à 2009, il est l'auteur de rapports sur la revue stratégique des objectifs du Fonds monétaire international (FMI) et sur la lutte contre l'évasion fiscale. Il s'implante à Trappes (Yvelines) à partir de 2010 à l'occasion de sélections régionales. Il est élu député en 2012 dans la 11^e circonscription des Yvelines.



Lors du Congrès d'Athènes, en mai 2011, **Patrick Itschert** a été élu secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES, représentant 85 organisations syndicales nationales issues de 36 pays européens et 10 fédérations syndicales européennes). Il est chargé du dialogue social européen et responsable des relations avec les organisations d'employeurs. Il s'occupe également des questions concernant l'emploi des jeunes, la responsabilité sociale des entreprises, les droits fondamentaux, les campagnes CES, ainsi que de toutes les questions relatives à la Turquie. Avant de rejoindre la CES, Patrick Itschert a été secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FIT:THC, 220 filiales, 110 pays, quelque 10 millions de membres) et secrétaire général de la Fédération syndicale européenne du textile, de l'habillement et du cuir (FSE:THC) pendant 20 ans.



Rob Hopkins est le co-fondateur de Ville en Transition Totnes et du réseau Transition Network. Blogueur et tweeter (@robin-transition), il est l'auteur de *The Power of Juste Doing Stuff*, et participe au développement de la permaculture depuis 1991. Il a également écrit *The Transition Handbook* et *The Transition Companion*, et a récemment obtenu son doctorat de l'Université de Plymouth (Royaume-Uni). Fellow Ashoka et lauréat 2012 du prix de la Société civile du Comité économique et social européen, il a été sélectionné parmi les 100 meilleurs écologistes par *The Independent*.



Élu pour la première fois au Parlement de la Grèce en 1981, **Geórgios Papandréou** a été Premier ministre d'octobre 2009 à novembre 2011, pendant les heures les plus sombres de la crise financière de son pays. Il a été nommé en 2010 l'un des « 100 plus grands penseurs du monde » par la revue *Foreign Policy* pour avoir « fait au mieux pendant la pire année de la Grèce ». Au cours de sa carrière politique, Geórgios Papandréou a également occupé les postes de ministre de l'Éducation et de ministre des Affaires étrangères. Il est également président de l'Internationale socialiste, une association internationale des partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes, dont PASOK est membre. En 2012, Geórgios Papandréou a été nommé professeur invité à l'Institut politique de l'Université de Harvard (États-Unis) et a occupé en 2013 le poste de Global Fellow et de professeur auxiliaire à l'École des affaires publiques et internationales de l'Université Columbia (États-Unis).



Dirk Pilat est directeur-adjoint de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (DSTI) de l'OCDE. Il seconde le directeur de la DSTI dans l'exécution du programme de travail de la Direction, et contribue à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation, tels que définis par le secrétaire général de l'OCDE. Dirk Pilat a débuté sa carrière à l'OCDE en 1994 et a travaillé depuis lors sur de nombreuses questions de fond, comme la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation et la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte, les méthodes permettant de mieux exploiter les avantages des technologies de l'information

pour les mettre au service de la croissance économique, les moyens de renforcer les performances de croissance des économies de l'OCDE (projet de l'OCDE sur la croissance) ou encore l'amélioration des performances du secteur des services. Il a également participé aux activités portant sur le changement climatique, les marchés du travail, la réglementation des marchés de produits, la productivité et l'entrepreneuriat. Il a exercé les fonctions de chef de la Division de la politique scientifique et technologique de 2006 à janvier 2009, puis il a dirigé la Division de la politique structurelle de février 2009 à décembre 2012, où il était en charge du Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat de l'OCDE. Avant de rejoindre l'OCDE, Dirk Pilat était chercheur à l'Université de Groningue (Pays-Bas), où il a également obtenu un doctorat d'économie. Il a publié de très nombreux articles dans des revues d'économie, s'intéressant principalement aux comparaisons de la croissance et des performances en matière de productivité.



Jean Pisani-Ferry est Commissaire général à la stratégie et à la prospective, depuis avril 2013. Ingénieur Supélec, titulaire d'un DEA de mathématiques et ancien élève du Centre d'études des programmes économiques (CEPE). De 2004 à 2013, il a fondé puis dirigé Bruegel (Bruxelles), un centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe. Au cours de sa carrière, Jean Pisani-Ferry a alterné entre recherche et politique économique. Il a été successivement économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales-CEPII (1977-1981), chargé de

mission au Commissariat général du Plan (1981-1983), chef de département au CEPII (1983-1989), conseiller auprès du directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne (1989-1992), directeur du CEPII (1992-1997), conseiller économique auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, conseiller scientifique (2000-2001) puis président délégué (2001-2002) du Conseil d'analyse économique (CAE), chargé de mission auprès du directeur du Trésor (2002-2004). Jean Pisani-Ferry a enseigné au CEPE, à Sciences Po, à l'Université libre de Bruxelles, à l'École Centrale, à l'École Polytechnique et à l'Université Paris-Dauphine. Il a été président de l'Association française de science économique (2006-2007) et membre du Haut Conseil des finances publiques (en 2013). Son expertise a été sollicitée par diverses institutions internationales (FMI, Commission européenne, Parlement européen). Ses travaux récents portent sur les questions européennes (*Utopia entangled*, Oxford University Press, à paraître en 2013 ; co-auteur du *Rapport Sapir* sur la croissance en Europe, 2004 ; *L'Europe de nos volontés*, avec Pascal Lamy, 2002), l'emploi (rapport *Plein emploi remis* au Premier ministre, 2000), les questions internationales (rapport *Gouvernance mondiale*, 2002) et la politique économique (*Economic Policy: Theory and Practice*, Oxford University Press, 2010).



Dan O'Neill est maître de conférences en économie de l'environnement à l'Université de Leeds (Royaume-Uni) et économiste en chef au Center for the Advancement of the Steady State Economy (CASSE, États-Unis). Ses recherches portent sur les changements nécessaires pour parvenir à une économie socialement durable sans croissance économique, et les méthodes de mesure des progrès accomplis autres que le PIB. Il est co-auteur (avec Rob Dietz) de *Enough Is Enough: Building a Sustainable Economy in a World of Finite Resources* (2013), et intervient souvent lors de conférences scientifiques

et dans les médias sur des sujets liés à l'économie à l'état stationnaire. Dan O'Neill est titulaire d'un doctorat en économie de l'environnement de l'Université de Leeds, et d'un Master en études environnementales de l'Université Dalhousie (Canada).



Navi Radjou est consultant spécialiste de l'innovation et du leadership basé dans la Silicon Valley (États-Unis). Il est membre de la Judge Business School de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni) et du Global Agenda Council on Design Innovation du Forum économique mondial. Navi Radjou est co-auteur du best-seller *L'Innovation Jugaad : redevenons ingénieux !* (2013, Éditions Diateino), qualifié par l'hebdomadaire britannique *The Economist* de « livre le plus complet » sur l'innovation frugale. Il est également co-auteur de *From Smart to Wise – Acting and Leading with Wisdom* (2013, Jossey-

Bass), un livre sur le leadership fondé sur la sagesse dans une ère de complexité. Souvent cité dans les médias internationaux, c'est un conférencier et consultant en stratégie très recherché. Navi Radjou est diplômé de l'École Centrale Paris.



Teresa Ribera a été secrétaire d'État aux Changements climatiques pour le gouvernement espagnol de 2008 à 2011, responsable des politiques environnementales et climatiques ainsi que de l'agence météorologique nationale. Entre septembre 2012 et juin 2013, elle a travaillé dans l'industrie des énergies renouvelables sur le déploiement de solutions photovoltaïques. Auparavant, elle a été directrice générale du climat (2004-2008) et a occupé différents postes techniques dans les ministères des Travaux publics, des Transports et de l'Environnement (1996-2004). Teresa Ribera a étudié le droit,

est titulaire d'un diplôme en droit constitutionnel et science politique du Centro de Estudios Constitucionales (Espagne) et fait partie du Cuerpo Superior de Administradores Civiles del Estado (Corps supérieur des administrateurs civils de l'État espagnol). Elle a été professeur adjoint en droit public à l'Université autonome de Madrid (Espagne). Elle collabore régulièrement avec plusieurs groupes de réflexion et organisations à but non lucratif, ainsi que diverses organisations internationales. Elle a participé à un grand nombre de conférences, ateliers et publications sur le changement climatique, l'environnement, l'énergie, la gouvernance internationale et les institutions de l'Union européenne.



Jeffrey D. Sachs est directeur de The Earth Institute, professeur titulaire de la Chaire Quetelet en développement durable et professeur de politique et de gestion de la santé à l'Université de Columbia (États-Unis). Il est conseiller spécial auprès du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et a occupé le même poste sous l'ancien secrétaire général Kofi Annan. Il est directeur du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN, Sustainable Development Solutions Network) de l'ONU. Il est co-fondateur et directeur de la stratégie de The Millenium Promise Alliance et directeur du Millennium Villages Project. Jeffrey Sachs est également commissaire de la Commission pour le développement digital de l'UIT/UNESCO.



Andrew Simms est analyste en chef sur l'environnement pour l'ONG Global Witness et membre de la New Economics Foundation (NEF), dont il a été le directeur des politiques pendant plus de dix ans, et pour laquelle il a fondé le programme de travail sur le changement climatique, l'énergie et l'interdépendance. Formé à la London School of Economics (Royaume-Uni), il a été décrit par le magazine *New Scientist* comme « un maître de la réflexion progressiste commune ». Andrew Simms est l'auteur de plusieurs livres, notamment *The New Economics: A Bigger Picture* (2009, Earthscan, NEF), *Ecological Debt : Global Warming and the Wealth of Nations* (2005, Pluto Press) et le best-seller *Tescopoly: How one shop came on top and why it matters* (2007, Constable). Il est également co-auteur du rapport *A Green New Deal* (2008, NEF) et a été l'un des organisateurs de la campagne Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette des pays pauvres. Il a par ailleurs cofondé la campagne sur le climat *onehundredmonth.org* et a imaginé le « jour du dépassement », un indicateur de la date à partir de laquelle nous vivons au-delà de nos moyens environnementaux. Il est aussi un militant de longue date à l'origine du terme « Villes Clones » dans le travail de la NEF sur la régénération économique locale. Témoin privilégié de plus de deux décennies d'échecs des initiatives internationales visant à résoudre les problèmes fondamentaux, allant de l'extrême pauvreté au changement climatique, son livre *Cancel the Apocalypse: the new path to prosperity* (2013, Little, Brown) est le résultat de sa recherche d'une meilleure alternative.



Lena Sommestad est professeur d'histoire économique et ancienne ministre suédoise de l'Environnement. Elle est actuellement membre du Parlement et siège au Conseil général de la Banque centrale suédoise. Lena Sommestad a consacré l'essentiel de ses recherches aux études comparatives sur les régimes de genre, la politique sociale, la démographie et le développement durable. Parmi ses récentes publications figurent « *Climate policy and the social investment approach: towards a European model for sustainable development* » (in N. Morel, B. Palier et J. Palme, eds, *Towards a Social Investment Welfare State?* Polity Press, 2011) et « *Economics of Sustainable Development* » (in C. Pohlmann et A. Hassel, eds, *Markets and State in European Social Democracy*, Friedrich Ebert Stiftung, 2010)



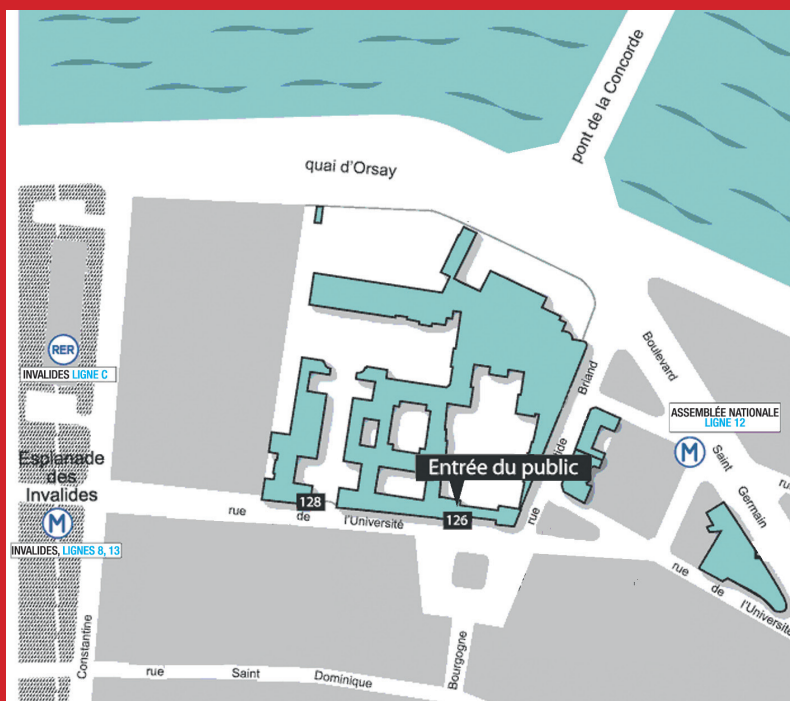
Lord **Nicholas Stern** est titulaire de la Chaire I.G. Patel de la London School of Economics depuis 2006, directeur de l'Observatoire de l'Inde et président du Grantham Institute for Climate Change. Il est également président de l'Académie britannique (depuis juillet 2013). Il a auparavant occupé des postes dans plusieurs universités au Royaume-Uni et dans le monde. Il a été économiste en chef à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (1994-1999) et à la Banque mondiale (2000-2003). Nicholas Stern a été chef du service économique du gouvernement britannique (2003-2007) et a réalisé le rapport Stern, une référence sur l'économie du changement climatique. Il a été anobli pour services rendus à l'économie en 2004 et est devenu pair à vie en 2007 siégeant sans affiliation sous le nom de Baron Stern de Brentford. Son livre le plus récent est *A Blueprint for a Safer Planet: How to Manage Climate Change and Create a New Era of Progress and Prosperity* (Bodley Head, 2009).



Laurence Tubiana est fondatrice de l'Institut du développement durable et des relations Internationales (Iddri) à Paris. Elle suit et participe aux négociations internationales sur le changement climatique, dans lesquelles l'Iddri est fortement impliqué. Elle est également directrice de la Chaire Développement durable de Sciences Po. De mai 2009 à mai 2010, elle s'est vu confier la mise en place de la nouvelle Direction des biens publics mondiaux du ministère des Affaires étrangères et européennes. Membre du conseil d'administration du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), elle est également membre de l'India Council for Sustainable Development et du China Council for International Cooperation on Environment and Development. De 1997 à 2002, Laurence Tubiana a été chargée de mission sur les questions d'environnement mondial et conseillère pour l'environnement auprès du Premier ministre Lionel Jospin. Elle a également été membre du Conseil d'analyse économique, directrice de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) et professeur associée à l'École nationale supérieure agronomique de Montpellier (ENSAM). Elle co-dirige depuis 2007 la publication de *l'Annuel du Développement Durable - Regards sur la Terre*.



Tancrede Voituriez est diplômé de mathématiques appliquées aux sciences sociales et titulaire d'une thèse d'économie sur les marchés des matières premières. Après avoir coordonné au sein de Solagral une étude sur les liens entre urgence, réhabilitation et développement, il rejoint le Cirad en 2000, où il travaille sur le commerce agricole et le développement dans des projets de recherche financés par l'Union européenne, la FAO et la Banque mondiale. En 2005, il rejoint l'Iddri où il coordonne le programme Gouvernance.



Contact :
 Élise Coudane
elise.coudane@iddri.org
 01.45.49.76.67

Contact presse :
 Delphine Donger
delphine.donger@iddri.org
 06.22.70.05.65

www.iddri.org
 Suivez l'Iddri sur twitter (@iddrilefil)

IDDRI
 SciencesPo.

Partenaire média

Les Echos

Avec le soutien de

